

**NATIONS UNIES**  
**COMMISSION ECONOMIQUE**  
**POUR L'AMERIQUE LATINE**  
**ET LES CARAIBES - CEPAL**



Distr.  
LIMITEE

LC/MEX/L.338  
29 Juillet 1997

ORIGINAL: ESPAGNOL

---



**HAITI: EVOLUTION ECONOMIQUE EN 1996**



1917

1918

1919

## TABLE DES MATIERES



	<u>Page</u>
1. Caractéristiques générales de l'évolution récente .....	1
2. La politique économique .....	2
a) La politique fiscale .....	2
b) La politique monétaire et la politique des changes .....	4
c) La politique commerciale .....	5
d) Autres réformes .....	5
3. L'évolution des principales variables .....	6
a) Le niveau de l'activité .....	6
b) Les prix, les rémunérations et l'emploi .....	8
c) Le secteur extérieur .....	9
d) La dette publique extérieure .....	10
<u>Annexe statistique</u> .....	11



## 1. Caractéristiques générales de l'évolution récente

La deuxième année suivant la restauration du régime constitutionnel en Haïti a été marquée par un effort de réajustement fiscal, surtout pendant le second semestre. <sup>1/</sup> Ceci a permis de réduire le déficit du gouvernement central, tant en valeurs absolues que par rapport au produit intérieur brut (PIB), (2.6%) et d'apprécier une certaine stabilité de l'économie, malgré un niveau très faible d'activité. La croissance du PIB (2.8%) a été inférieure à ce que l'on attendait (4.5%) et plus lente que celle de l'année précédente, lorsque le flux des ressources de l'extérieur tendait à compenser les effets négatifs de l'embargo commercial qui avait affecté le pays pendant trois ans.

Plusieurs faits ont eu une influence sur l'évolution modeste de l'économie. Tout d'abord, dans une certaine atmosphère d'effervescence politique et d'élections présidentielles, le manque manifeste d'appui politique interne pour une série de réformes économiques concertées avec les organismes financiers internationaux en octobre 1995 a entraîné la suspension du flux des ressources extérieures liées à ces réformes. Cette situation s'est prolongée jusqu'en septembre 1996, au moment où le nouveau gouvernement a mené à terme les négociations reprises en avril auprès de ces organismes. L'incertitude causée par l'interruption de l'aide financière extérieure a eu un effet négatif sur les investissements et l'activité économique, ce qui explique aussi le maintien du chômage à un niveau élevé et le fait que les indicateurs sociaux, de leur côté, aient continué de refléter des carences notables.

Par ailleurs, si la discipline fiscale et la position restrictive de la politique monétaire à partir de la deuxième moitié de l'année ont contribué à stabiliser la parité du change au second semestre, après une baisse du signe monétaire au cours des premiers mois, elles n'en ont pas moins entraîné une compression de la demande globale. Cette même politique, d'un autre côté, a permis que la hausse des prix suive un rythme semblable à celui de l'année précédente.

Malgré une légère chute des importations de biens, le secteur extérieur a présenté à nouveau un fort déséquilibre dans les biens et services (proche de 19% du PIB), compensé dans une grande mesure par les transferts publics et privés.

Dans le cadre du réajustement fiscal, il y a lieu de souligner les résultats positifs obtenus grâce à la réforme fiscale et aux mesures administratives visant à réduire l'évasion, ce qui a favorisé une véritable reconstruction et récupération du système fiscal. Cette évolution favorable a permis une réduction considérable du déficit du compte courant et la signature d'un accord de Facilité d'Ajustement Structurel Renforcé (FASR <sup>2/</sup>) avec le Fonds Monétaire International (FMI). Néanmoins, pendant le premier trimestre de 1997, les investissements privés étaient encore en attente et les investissements publics n'étaient pas réalisés à cause du report de l'approbation du budget par le pouvoir législatif. Ainsi, après cette première partie de l'année fiscale 1997, on peut s'attendre à ce qu'il soit difficile d'atteindre l'objectif de 4.5% de croissance économique prévu pour l'année en cours.

---

<sup>1/</sup> La période d'analyse porte sur l'année fiscale 1996, qui débute en octobre 1995 et prend fin en septembre 1996.

<sup>2/</sup> (ESAF) en anglais, Enhanced Structural Adjustment Facility.

## 2. La politique économique

Après une année d'importantes réformes structurelles, il s'était produit, au premier semestre de l'année fiscale 1996 un certain relâchement de la politique économique. Preuve en est la durée de presque un an des négociations avec le FMI pour passer d'un accord stand by à un Accord de Confirmation, FASR, finalement signé en octobre 1996. À partir de là, le FMI et d'autres organismes comme la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ainsi que des bailleurs de fonds bilatéraux ont libéré les fonds bloqués.

Conformément aux engagements pris antérieurement et dans le cadre du programme de récupération du nouveau gouvernement, dans la seconde moitié de l'année fiscale, l'accent a été mis sur la restructuration et la modernisation de l'administration publique, la stabilisation des prix et la création de conditions favorables au développement économique.

### a) La politique fiscale

Le premier semestre, qui coïncidait avec la période des élections présidentielles, a été caractérisé par une politique d'expansion des dépenses publiques financées dans leur presque totalité par la Banque Centrale et dont les conséquences ont été une augmentation accélérée du déficit fiscal et la dévaluation de la monnaie. À partir du mois d'avril, le nouveau gouvernement a pris des mesures restrictives, tant dans le domaine des dépenses publiques que dans le cadre de la politique monétaire. Un protocole a été signé entre le gouvernement et la Banque Centrale pour la gestion de l'encaisse et le contrôle des dépenses, selon lequel le Trésor s'engage à limiter ses dépenses en fonction des ses recettes. À la suite de quoi les dépenses discrétionnaires ont diminué, certains paiements ont été retardés et limités, les pertes de la Banque Centrale ont diminué, un excédent a pu être créé pendant plusieurs mois et l'année fiscale s'est terminée avec un déficit global de 1 169 millions de gourdes, de 34% inférieur à celui de l'année antérieure, abaissant ainsi sa proportion du PIB de 4.2 à 2.6%. 3/

Par ailleurs, les mesures administratives et les réformes fiscales adoptées en vue d'augmenter les recettes fiscales et de réduire l'évasion dans le paiement des impôts ont eu un résultat positif, puisque les rentrées du gouvernement se sont accrues de 47% en termes nominaux par rapport à l'année précédente.

Les recettes au titre de l'impôt sur le revenu ont doublé. Au mois d'avril est entrée en fonctions l'Unité des gros contribuables, organisme qui a permis d'exercer un contrôle plus strict sur le recouvrement des impôts. Il a, de même, été possible de récupérer les paiements d'arriérés et l'on a adopté des mesures répressives en cas d'évasion fiscale. Par ailleurs, l'assiette fiscale de la taxe

---

3/ Le déficit fiscal est l'écart entre les rentrées et les dépenses totales du gouvernement central, sans les dons. Le budget n'inclut pas les investissements dans des projets financés à l'aide de ressources de l'extérieur, dont le contrôle est à la charge du Ministère de la planification et de la coopération extérieure. Les dépenses de capital enregistrées sur les comptes financiers du gouvernement central correspondent, dans une forte proportion, à la contrepartie de ces projets d'investissements.

sur le chiffre d'affaires (TCA) a été élargie pour inclure la plupart des biens et services, notamment ceux de consommation de base, avec un taux uniforme de 10%. Des progrès ont été faits dans la modernisation et l'automatisation d'un système de contrôle dans les douanes afin de capter de plus forts revenus. Par ailleurs, a été créée une taxe pour vérification des importations et éliminé l'impôt consulaire. En même temps, une stratégie a été conçue en vue de diminuer et de rendre plus transparents les cas d'exemption du paiement des impôts.

A la différence de l'année précédente, avec l'augmentation des recettes fiscales, jointe aux transferts des entreprises publiques, entre autres les télécommunications, le gouvernement central est parvenu à couvrir une part importante de ses dépenses courantes, notamment les salaires —dont la masse a augmenté pendant l'année— et les dépenses de fonctionnement. Ceci a fait que le déficit du compte courant soit de 25% inférieur à celui de l'exercice de l'année antérieure. Il y a lieu de signaler que les dons ont diminué de moitié par rapport à l'autre année et qu'ils ont été concentrés sur le premier mois de l'année fiscale.

Les dépenses de capital du compte financier du gouvernement central, qui correspondent surtout à la contrepartie des projets d'investissements financés par des ressources extérieures, se sont vues réduites en raison tant du contrôle exercé d'une manière générale sur les dépenses que de la contraction du financement de l'extérieur.

Malgré les efforts pour accroître le rapport entre recettes fiscales et PIB, l'écart entre les rentrées et les dépenses du gouvernement central souligne la dépendance vis-à-vis des ressources extérieures pour financer les dépenses.

Les budgets de fonctionnement et d'investissement de l'année fiscale 1997 <sup>4/</sup> ont été unifiés pour la première fois. Leur montant global est de 13 400 millions de gourdes, financé pour la plus grande partie (9 200 millions) par des ressources extérieures de prêts et dons. Les dépenses prévues pour le fonctionnement de l'État (5 500 millions de gourdes) dépassent de 30% les dépenses de 1996 et seront couvertes pour les trois quarts par des ressources propres. Il est préoccupant de savoir qu'en avril 1997, le budget présenté à l'Assemblée n'avait pas encore été approuvé. Conformément aux normes, dans de telles circonstances, la dépense mensuelle ne peut dépasser celle de l'exercice antérieur. Les dépenses de capital ont ainsi dû être remises à plus tard.

Plusieurs mesures sont prévues pour 1997 en vue d'approfondir les progrès réalisés en matière fiscale, par le biais de l'élargissement de l'assiette fiscale et d'une meilleure administration, en plus d'un contrôle plus strict et d'une assignation hiérarchisée des dépenses. Dans le cas d'une chute des rentrées, il est prévu d'augmenter les tarifs des services et les taxes sur la consommation de certains produits (tabac et alcool). On envisage également de geler les salaires et de favoriser la retraite anticipée et volontaire afin de réduire une fonction publique trop nombreuse.

Les mesures ont commencé à produire un effet au premier trimestre de l'année fiscale 1997. Les recettes recueillies par les douanes ont augmenté de plus de 150% par rapport à la même période de l'année précédente, et pour ce qui est de l'impôt sur le revenu et sur les ventes qui a doublé, de

---

<sup>4/</sup> Qui a débuté en octobre 1996.

nouveaux contribuables ont été identifiés dans les catégories des professions libérales et des grandes entreprises. En revanche, les dons ont été inférieurs à ce qui était prévu, phénomène qui a provoqué le retard des investissements.

## b) La politique monétaire et la politique des changes

Le schéma modéré qui avait caractérisé la politique monétaire de l'exercice passé a été modifié par l'augmentation des dépenses publiques, même si, plus tard on est revenu à une plus grande austérité. Au cours du premier semestre le déficit budgétaire a été monétisé par le financement de la banque centrale. L'expansion du crédit a exercé une pression sur les prix à la hausse, en même temps que la monnaie se dévaluait, rendant nécessaire l'intervention de la Banque Centrale sur le marché des changes.

Peu après l'entrée en fonctions du nouveau gouvernement, la politique monétaire est devenue restrictive, afin de réduire les excédents de liquidité et de crédit qui avaient contribué à la hausse des prix. Ainsi, à la fin de l'année, la masse monétaire au sens large (M3) s'était accrue de 7.3%, par rapport aux 27% de l'année précédente. L'indicateur M1 pour sa part, n'a augmenté que de 0.5% et la monnaie aux mains du public a diminué, tandis que la quasi-monnaie augmentait de 5%. Par ailleurs la tendance à la dollarisation de l'économie s'est affermie, les dépôts en dollars affichant un plus grand dynamisme (32%); et même si ce dernier a été inférieur à ce qu'il était les années antérieures, la part des dépôts en monnaie étrangère n'en a pas moins continué d'augmenter par rapport aux investissements à terme. Cette préférence est due au fait que les rendements réels des dépôts à termes en monnaie nationale sont toujours négatifs, même si les taux d'intérêts ont été libérés depuis mai 1995 et que l'on a observé depuis lors une augmentation allant de 8.4% au début de l'année fiscale à 12% à la fin.

Pendant l'année fiscale 1996, le principal instrument de la politique monétaire était le taux de réserve obligatoire sur les dépôts en monnaie nationale dans les banques privées. Après une uniformisation l'année antérieure, ce taux est passé de 51 à 48% en juillet, ce qui, joint à la libération de la part de la réserve rémunérée (1.5%), a entraîné une légère augmentation des marges de financement volontaire. Néanmoins, le niveau toujours élevé des réserves obligatoires, visant principalement à alléger les pressions sur le marché des changes, a contribué à maintenir un écart considérable entre les taux actifs et passifs du système, aux environs de 12 points de pourcentage.

À partir de novembre 1996, avec l'émission de bons de la Banque Centrale, un nouvel instrument de contrôle monétaire a été introduit, plus organiquement en relation avec les conditions du marché. Les bons ont été bien acceptés, non seulement parce qu'il s'agissait d'un investissement sûr même si le revenu en était faible. Mais aussi parce que plus l'acquisition est forte et moins il y a de pourcentage de réserves obligatoires exigées aux banques. Ces dernières ont été établies en mars 1997 à 27% pour les banques commerciales et à 15% pour les banques d'épargne et de logement, ce qui a permis que, pour ce mois là, le solde des bons en circulation soit de 1 150 millions de gourdes. De même, étant donné le poids croissant des dépôts en dollars, à cette date, ces dépôts ont commencé à faire l'objet d'une réserve obligatoire de 12%.



Tout ceci a élargi la marge de manoeuvre de la Banque Centrale, dont l'autonomie de gestion devrait se renforcer en 1997.

Pour ce qui est du taux de change, au cours des cinq premiers mois de l'année fiscale 1996, le climat politique, le déficit des comptes publics et l'incertitude quant à l'avenir de la politique économique ont exercé une pression sur le taux de change. L'intervention de la Banque Centrale (avec une vente de près de 27 millions de dollars au cours du premier trimestre) a permis de maintenir la monnaie autour de 16-17 gourdes par dollar, après une hausse à 19 gourdes sur les marchés parallèles, ce qui revenait à une dévaluation de 26% par rapport à la fermeture de l'année antérieure.

Avec la création d'un climat de confiance et une certaine récupération de l'activité, la demande de devises pour l'importation s'est accrue. Entre mai et juin, la Banque de la République de Haïti (BRH) a vendu de nouveau trois millions de dollars sur le marché afin d'atténuer la pression sur la gourde, de telle sorte qu'au cours des cinq derniers mois de l'année fiscale, le taux de change a pu se stabiliser autour de 15 gourdes. Le solde global de l'intervention de la Banque Centrale a été une diminution d'environ 40 millions de dollars dans les réserves internationales.

#### **c) La politique commerciale**

Dans le cadre du programme de réajustement, depuis 1995 une réforme tendant à une plus grande libéralisation et à une plus grande ouverture commerciale a commencé à être appliquée. Plusieurs mesures ont été prises, notamment l'élimination des restrictions quantitatives et la diminution des taxes sur les importations jusqu'à un plafond de 15%, par rapport à un niveau moyen antérieur de 50%. Dans une seconde phase, il a été proposé que le plafond des tarifs soit abaissé à 10% et que la dispersion tarifaire soit réduite à trois niveaux : 10, 5 et 0, exception faite de certains produits comme le riz, pour lequel le tarif douanier est fixé à 19%.

Pour ce qui est des achats de produits dérivés du pétrole, à partir de juillet le gouvernement a cessé de participer à leurs importations, et un nouveau mécanisme de fixation des prix des produits pétroliers a été établi en accord avec les coûts réels.

#### **d) Autres réformes**

En plus des réformes réalisées en vue d'améliorer l'administration fiscale, de renforcer l'autonomie de la banque centrale et d'ouvrir plus l'économie, l'un des thèmes centraux du programme de gouvernement et des accords avec les organismes financiers internationaux a été la modernisation de l'administration publique, y compris la décentralisation et son adaptation à une taille plus réduite. À cet effet, une commission interministérielle sous la direction du Premier Ministre a été créée.

Dans la même voie, après un long processus de débats en vue de surmonter la tension politique créée par la proposition de privatisation des entreprises publiques, en septembre 1996 a été approuvée la loi de modernisation des entreprises publiques. À la différence de la proposition

originelle, cette norme poursuit le but d'améliorer le fonctionnement opérationnel et financier des entreprises avec la contribution du secteur privé de trois façons: participer à la capitalisation des entreprises, obtenir leur concession ou signer des contrats de gestion avec l'État. Sur un peu plus de 30 entreprises contrôlées par l'État, les efforts seront, dans une première phase, axés sur les huit plus importantes, y compris les services de télécommunications, l'électricité et les ports. Le programme sera exécuté pendant l'année fiscale 1997, car la commission de haut niveau chargée du processus et de sa surveillance n'a été nommée qu'en décembre 1996.

Dans le secteur rural, il est prévu de mener à bien une réforme agraire en vue de contribuer à réorganiser la structure foncière et d'en garantir la propriété. À cette fin, à la création d'un Institut national (INARA) en avril 1995, est venue s'ajouter la préparation ultérieure d'une ordonnance juridique correspondante. Parmi les mesures prises, il y a lieu de mentionner tout particulièrement la promulgation d'un décret, en octobre 1996, qui autorise l'INARA à prendre provisoirement possession des terres dont les droits de propriété sont en litige et dont on peut présumer qu'elles appartenaient à l'État ou qu'elles étaient vacantes. On a également réalisé la première remise de terres aux paysans en février 1997.

### 3. L'évolution des principales variables

#### a) Le niveau de l'activité

À la différence de l'année précédente, où la récupération a été importante par rapport à la sévère détérioration de l'économie pendant la longue période de l'embargo commercial, l'année 1996 a enregistré un ralentissement de la croissance du produit. La combinaison de la politique économique, d'un moindre flux de devises et d'un climat d'incertitude politique, s'est traduite par un rythme plus lent de l'offre globale (1.3%). Pour la demande globale, la demande interne s'est accrue de 1.7% et l'extérieure s'est réduite (-1.8%).

Pour ce qui est de la consommation, sa croissance a été modeste (1.9%) et inférieure au taux d'accroissement démographique; le niveau antérieur à l'embargo (1991) n'ayant pas encore été atteint. On note une légère chute des importations (-2.7%) qui avaient atteint, l'année antérieure, un volume sans précédent. L'investissement total n'a pour ainsi dire pas varié. Pour les investissements publics, le manque d'accords avec les organismes internationaux impliquait un ajournement des dépenses prévues pour de nouveaux travaux d'infrastructure, de telle sorte que seuls certains de ces travaux ont pu poursuivre leur rythme d'exécution. En revanche, la construction privée, notamment dans le domaine du logement, a conservé le dynamisme de l'année précédente. Cependant, les entreprises privées, exception faite des transports, se trouvaient dans l'expectative du résultat des négociations du gouvernement avec les organismes financiers et de leur effet sur l'orientation de la politique économique. Le manque d'investissements a également affecté le secteur exportateur; les exportations, déjà rares, ont perdu du terrain (-1.8%).

Avec une évolution moins dynamique que ce qui était prévu, on estime que le PIB a enregistré une croissance de 2.8%. Les secteurs les plus dynamiques ayant été ceux de la construction et les services de production et de distribution d'énergie électrique, de gaz et d'eau.

L'évolution de l'ensemble de la production de biens (3.5%) est digne d'être mentionnée puisque l'année antérieure ce secteur avait reculé.

Dans le cas du secteur agricole, prioritaire pour le nouveau gouvernement, on estime que la production des denrées alimentaires de base (riz, maïs, sorgho et haricot) ont dépassé celles de 1995. Cette augmentation est due à plusieurs facteurs. Les investissements en infrastructure, notamment pour l'irrigation, réalisées depuis la levée de l'embargo et bien qu'insuffisants pour le secteur en récupération après la décapitalisation subie, ont eu une incidence positive sur les rendements agricoles. Pour le reste, les conditions climatiques ont été favorables pendant une bonne partie de l'année et du point de vue de la disponibilité en main d'oeuvre, la suspension des travaux publics a libéré des ouvriers pour les travaux agricoles.

Parmi les cultures d'exportation, celle du café et celle du cacao ont accusé une diminution et la canne à sucre a presque été abandonnée malgré la réouverture de trois raffineries. La récolte des mangues, dont la part est de plus en plus importante dans les exportations, a été partiellement détruite à cause des fortes pluies à l'époque de la fructification.

Pour l'élevage, l'ouverture commerciale a affecté l'aviculture. Cette activité doit maintenant affronter la concurrence des importations de viande de poulet en morceaux, congelée, vendue à des prix qui sont presque ceux des abats, à tel point que les principaux producteurs tendent à abandonner la production directe pour se consacrer à l'importation et à la distribution du produit des États-Unis.

Pour les porcins, l'activité a diminué à la suite d'une détérioration temporaire des conditions sanitaires. D'une manière générale, le secteur agricole a accusé une légère baisse dans sa production, mais il est permis d'espérer une récupération pour l'année prochaine.

La production minière, principalement destinée aux matériaux de construction, a eu un développement favorable (9.8%). Ce secteur participe très faiblement au PIB mais ses possibilités d'augmentation sont prometteuses pour l'exploitation des métaux non ferreux. La plus forte augmentation de l'extraction des matériaux a répondu à l'évolution du secteur de la construction, le plus dynamique de l'économie pendant l'année (17.2%) qui a nécessité l'importation de ciment. Néanmoins sa croissance a été très inférieure à celle de l'année antérieure, à cause de la baisse dans les travaux publics.

L'industrie manufacturière a observé une croissance relativement lente; la valeur ajoutée de cette branche est encore inférieure à celle de 1992. Pour ce qui est de la production pour la consommation interne, il y a lieu de souligner l'augmentation de celle des boissons et des détergents. Pour l'industrie de la sous-traitance, on a vu se maintenir la tendance vers une certaine récupération après avoir presque complètement disparu pendant l'embargo, et l'on a enregistré 94 entreprises, soit 20 de plus que l'année précédente.

Au chapitre des biens et des services, les services de base ont accusé le plus fort dynamisme (6.1%), conséquence de l'augmentation de la production d'énergie électrique et de la distribution d'eau. Il faut souligner que malgré les efforts pour accroître l'offre d'énergie, les besoins industriels et domestiques n'ont pas été satisfaits et qu'en outre il y a eu rationnement en énergie, moindre toutefois que l'année antérieure. De même il faut remarquer que plus de 50% de l'énergie produite

ne compte pas dans les registres de consommation, soit en raison des pertes dues au mauvais état des lignes ou surtout par manque de paiement du service. Ces anomalies ont de graves répercussions sur les programmes d'investissement, d'entretien et, d'une manière générale, sur le fonctionnement de l'entreprise publique.

Dans le cadre des services de base, il y a lieu de noter l'évolution favorable des transports et des services de stockage et de communications (4%). Pour les autres services, dont la croissance a été beaucoup plus faible (1.2%) que lors de l'exercice précédent, on peut remarquer: tout d'abord, la stagnation virtuelle des services du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration (0.6%), en raison de la réduction de la présence des forces de paix, qui n'a pas été compensée par une croissance du tourisme et ensuite le comportement relativement favorable des services financiers et des assurances (2.6%), pour beaucoup liés aux transferts de l'extérieur.

#### b) Les prix, les rémunérations et l'emploi

Au cours des premiers mois de l'année fiscale 1996, l'augmentation des dépenses publiques et leur monétisation ont contribué à accélérer le rythme de l'inflation. Néanmoins, les mesures prises à partir du deuxième semestre ont fait en sorte que les prix mesurés par l'indice des prix au consommateur (IPC) terminent l'année fiscale à 16.1%, soit à un niveau semblable à celui de l'année antérieure, avec une variation moyenne annuelle de 19.3%, très inférieure aux 27.2% de l'exercice précédent. Il y a lieu de souligner que le groupe des produits alimentaires a accusé la plus forte variation de prix. Étant donné le poids des importations dans l'offre des biens, l'augmentation considérable des prix internationaux des céréales jointe à la dévaluation temporaire de la monnaie ont enchéri les produits, notamment ceux de consommation de base. À son tour, l'extension de la TCA sur les services et les produits de base comme le riz, la farine, le sucre et l'huile comestible, a eu une incidence sur la hausse de ces prix.

Les augmentations indiquées ont affecté gravement le pouvoir d'achat des salaires, restés inchangés en termes nominaux. Dans le secteur public, aucune augmentation des rémunérations n'a été décidée; au contraire, la politique générale du gel a été observée, sous réserve que les économies résultant de la réduction du nombre de postes permettent de libérer des ressources en vue d'octroyer des augmentations à titre individuel.

Quant à l'emploi, l'absence d'enquêtes empêche d'en évaluer l'évolution. La détérioration accumulée de l'activité économique et la lente récupération permettent, néanmoins, de conclure à des niveaux élevés de chômage et de sous-emploi, dont certaines sources estiment qu'ils se situent autour de 50% de la population économiquement active (PEA), avec un secteur informel très répandu. L'information sur l'ouverture de nouvelles entreprises (125 entre octobre et juin, soit 2 200 emplois) indique, par ailleurs, une absorption réduite de force de travail. L'Office des assurances en cas d'accident du travail, de maladie et de maternité (OFATMA) est censé couvrir 43 200 personnes, à peine 1% de plus que l'année précédente. On estime que le nombre d'emplois dans l'industrie de la sous-traitance est passé de 12 000 en décembre 1995 à 20 000 en juillet 1996, ce qui représente moins du tiers de l'offre d'emploi des années en plein essor de cette industrie. Pour ce qui est du secteur public, on a accru l'embauche d'enseignants et d'autres employés d'autres ministères, dont les postes, en général, ont été à nouveau éliminés. Dans le cas des enseignants, leur engagement

sur une base irrégulière à provoqué un déséquilibre des finances et un retard considérable dans le paiement de leurs salaires, qui est en voie de correction.

### c) Le secteur extérieur

Le moindre dynamisme de l'économie, par rapport à l'année antérieure, et la gestion économique ont eu une incidence sur les comptes du secteur extérieur. La disponibilité moins grande de ressources de l'étranger a causé un tort —peu important— à l'importation des biens. Ainsi, le déficit de la balance commerciale a cédé légèrement tout en conservant un niveau (525 millions de dollars) qui double les résultats historiques et équivaut à 19% du PIB. En outre, à la suite de la diminution des rentrées des transferts courants, tant officiels que privés, le déficit du compte courant s'est accru (73,6 millions de dollars), pour devenir l'un des plus élevés des années 90. Le mouvement de capital est venu compenser le solde négatif, mais il n'a pas été suffisant pour éviter une perte de près de 50 millions de dollars en réserves internationales.

Les importations de biens (fob) ont atteint, pour la deuxième année consécutive, un montant proche de 500 millions de dollars. Pour la plupart, près de 40%, il s'agit de produits alimentaires et d'huiles comestibles; près de 10% correspondent aux dérivés du pétrole et 15% aux équipements de transports, dans leur majorité d'occasion et dans une moindre mesure à des machines. Le montant total inclut les produits utilisés dans l'industrie de sous-traitance. On attend, pour ce cycle, une certaine réduction des importations de produits alimentaires, en vertu de certains indices permettant d'espérer de meilleures récoltes, notamment du riz.

Face au montant des achats de biens à l'extérieur, les exportations n'ont pas pu atteindre un niveau comparable. Si leur valeur (fob) s'est accrue de 7.7%, atteignant 147 millions de dollars, les ventes nettes (82,9 millions de dollars), c'est-à-dire celles n'incluant que la valeur ajoutée de la sous-traitance, ont accusé une baisse de 6.1%. Les exportations des principaux produits agricoles ont baissé de moitié (20 millions); le café, les huiles essentielles et la mangue occupent les premières places tandis que les exportations de l'industrie de la sous-traitance ont augmenté de 38% (41 millions). En résumé, ce sous-secteur participe à la moitié de la valeur des biens exportés et l'industrie de la confection en représente la plus grande part.

Comme cela a été indiqué, l'augmentation des prix des céréales et de leurs dérivés, ainsi que celle du pétrole et d'autres produits s'est traduite par une détérioration de la relation des prix de l'échange.

Au solde négatif de la balance des biens (350 millions) vient s'ajouter un bilan, également négatif, des services. Il y a lieu de souligner les frais de transport des marchandises, qui doublent les rentrées apportées par les touristes. Ces touristes sont surtout des émigrés qui viennent rendre visite à leur famille. Le véritable tourisme est loin d'avoir retrouvé son niveau des années 80 quand il enregistrait un revenu annuel de près de 70 millions de dollars.

Le montant des transferts officiels ou des dons et des envois des familles a atteint 462 millions de dollars, 90 millions de moins que l'année précédente, de telle sorte que le solde du compte courant s'est élevé à 73,6 millions de dollars, près du double de l'année antérieure.

**d) La dette publique extérieure**

Avec le retour à l'institutionnalité politique et afin de contribuer à la mise en oeuvre d'un programme économique d'urgence, à la fin de l'année 1994, la communauté internationale a engagé 1 200 dollars pour appuyer Haïti pendant une période de trois ans. En même temps, le pays a bénéficié d'un rééchelonnement et d'une diminution de sa dette extérieure auprès du Club de Paris et selon les termes de Naples, 5/ dont l'incidence a été ressentie en 1996. En outre, comme conséquence d'un retard dans le respect de certains engagements du gouvernement vis-à-vis des organismes financiers internationaux, l'accès à plusieurs crédits préférentiels a été limité, de sources tant multilatérales que bilatérales, de telle sorte que la dette extérieure en 1996 s'est accrue de 16 millions de dollars, jusqu'à atteindre un solde de 914 millions de dollars au mois de septembre. En mars 1997, le solde était provisoirement estimé à 950 millions de dollars.

Les coefficients d'endettement indiquent que le montant de la dette équivaut à près d'un tiers du PIB et au triple de la valeur des exportations de biens et services. Ce rapport est légèrement inférieur à ce que l'on enregistrait l'année précédente, mais il est de beaucoup supérieur au rapport des années ayant précédé l'embargo (237%). Le service de la dette représente 10% de la même valeur. Les prêts ont été utilisés à des fins différentes de l'exercice antérieur, lorsque sur 10 dollars reçus au titre des prêts ou des dons, 4 étaient destinés à appuyer la balance des paiements. En 1996, en revanche, sur un montant inférieur, priorité a été accordée aux travaux d'infrastructure.

---

5/ Les termes de Naples, convenus en décembre 1994, s'appliquent aux pays les plus pauvres et les plus endettés ; ils autorisent une réduction de 50 à 67% de leur dette bilatérale. Pour bénéficier de ces conditions, les pays doivent avoir un produit par habitant inférieur à 500 dollars ou une dette équivalente ou supérieure à 350% de leurs exportations ; en outre, ils doivent avoir mis en oeuvre de façon satisfaisante les programmes de réajustement convenus avec le FMI.

Annexe statistique

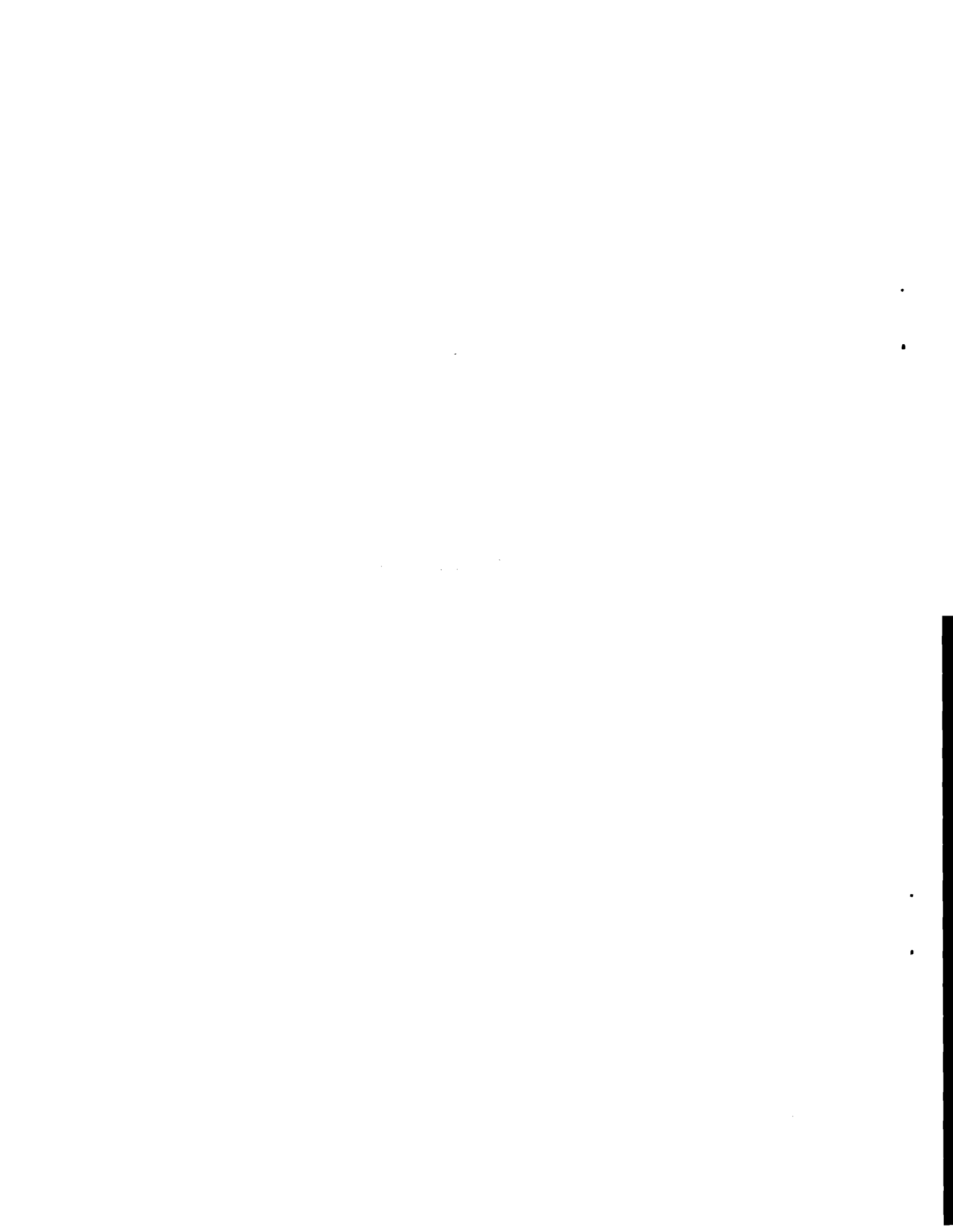




Tableau 1

## HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES a/

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 b/
<b>Taux de variation</b>							
Croissance et investissement							
Produit intérieur brut	-0.1	4.9	-13.2	-2.4	-8.3	4.3	2.8
Produit intérieur brut par habitant	-2.2	2.8	-14.9	-4.4	-10.2	2.2	0.7
Revenu national brut à prix de marché c/	2.7	0.4	-12.6	-1.3	-5.5	25.7	-0.4
Produit intérieur brut sectoriel							
Biens	-1.1	3.9	-13.3	-5.9	-10.0	-1.4	3.5
Services de base	3.0	-7.4	-12.1	-2.4	-13.2	12.3	6.1
Autres services	1.2	5.9	-10.7	1.1	-4.5	7.0	1.2
<b>Points de pourcentage</b>							
Décomposition du taux de croissance du PIB	-0.1	4.9	-13.2	-2.4	-8.3	4.3	2.8
Consommation	0.3	2.9	-5.4	0.4	-8.3	13.4	2.0
Publique	...	...	...	...	...	...	...
Privée	...	...	...	...	...	...	...
Investissement	-0.6	-0.5	-5.5	-0.7	-0.6	8.1	0.1
Exportations	0.9	-3.2	-6.8	0.5	-4.3	9.7	-0.3
Importations ( - )	0.7	-5.7	-4.5	2.6	-5.0	26.8	-1.0
<b>Pourcentages du PIB c/</b>							
Investissement brut interne	15.1	13.9	9.6	9.1	9.2	16.7	16.3
Epargne nationale	13.8	12.7	7.2	4.6	9.5	14.2	11.7
Epargne externe	1.3	1.2	2.3	4.5	-0.3	2.5	4.6
Emploi et salaires							
Salaire minimum réel (indices 1991=100)	115.2	100.0	88.0	71.2	51.4	97.0	81.3
<b>Taux de variation</b>							
Prix (septembre--septembre)							
Indice général des prix à la consommation	24.3	8.4	17.9	34.7	46.5	16.1	16.1
Secteur externe							
Termes de l'échange des biens (fob/fob) (indices 1990=100)	100.0	84.0	79.9	80.8	83.2	85.9	80.5
Taux de change nominal (gourdes pour 1 dollar)	7.4	7.6	9.2	12.3	14.8	14.5	16.1
Indice du taux de change ajusté (1990=100)	100.0	94.1	102.7	115.1	102.0	80.8	77.7
<b>Millions de dollars</b>							
Balance des paiements d/							
Compte courant	-21.9	-29.6	-41.8	-77.5	5.3	-38.0	-73.6
Solde commercial	-196.6	-233.5	-184.1	-236.3	-150.0	-560.3	-525.4
Exportations des biens et services e/	318.0	341.0	147.9	153.9	130.5	241.4	256.6
Importations des biens et services e/	514.6	574.5	332.0	390.1	280.5	801.7	781.9
Compte d'opérations financières	33.0	34.9	-50.7	-70.3	-12.3	77.8	5.9
Variation des réserves internationales	33.8	-27.9	27.2	41.2	32.9	-185.4	46.6

/A suivre

Tableau 1 (fin)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/
<b>Pourcentages</b>							
<b>Dettes externes</b>							
Encours de la dette externe (% du PIB) <sup>b/</sup>	49.6	38.0	49.5	54.9	45.5	30.7	33.4
Intérêts nets (% des exportations des biens et services)	7.9	7.7	5.5	8.4	6.5	11.1	4.0
<b>Pourcentages du PIB</b>							
<b>Gouvernement central <sup>g/</sup></b>							
Recettes courantes	9.1	8.3	5.6	5.6	2.8	5.1	7.2
Dépenses courantes	12.8	10.5	10.8	8.6	6.2	9.1	10.1
Épargne ou Déficit courant (-)	-3.7	-2.2	-5.1	-3.0	-3.4	-4.0	-2.9
Dépenses de capital	1.6	1.0	0.6	0.6	0.3	0.7	0.3
Déficit fiscal	-4.6	-2.7	-4.4	-3.3	-3.6	-4.2	-2.6
Financement interne	4.3	1.9	4.3	3.2	3.6	0.1	2.4
Financement externe	0.4	0.9	0.1	0.1	0.0	4.1	0.2
<b>Taux de variation</b>							
<b>Monnaie et crédit</b>							
Solde monétaire du système bancaire	7.4	10.3	27.9	32.5	29.6	27.0	7.3
Réserves nettes de change	22.9	593.3	55.6	127.1	44.3	245.9	-15.3
Crédit intérieur net	7.0	3.6	26.4	26.4	27.9	-2.1	17.8
Au secteur public	9.4	-3.2	24.5	30.8	25.2	-8.9	17.3
Au secteur privé	3.5	6.7	4.5	40.0	8.7	59.2	20.1
Monnaie (M1)	1.2	5.1	24.8	26.7	21.1	25.9	0.5
Épargne et dépôts à terme (monnaie nationale)	13.8	14.0	28.5	35.1	25.8	8.5	5.0
M2	7.4	9.7	26.8	31.3	23.8	15.9	2.9
Dépôts en monnaie étrangère (dollars)	...	4433.3	211.4	119.0	281.3	181.6	32.1
Liquidité étendue (M3)	7.4	10.3	27.9	32.5	29.6	27.0	7.3
<b>Taux annuels</b>							
<b>Taux d'intérêt réel (moyennes des années fiscales)</b>							
Taux sur les dépôts	-14.3	-1.7	-9.4	-21.7	-27.9	-7.7	-4.0
Taux sur les prêts	-13.1	-0.3	-0.8	-14.5	-20.1	0.8	5.0
Taux d'intérêt équivalent en monnaie étrangère <sup>h/</sup>	-8.2	3.0	-10.2	-22.8	-11.8	9.8	0.9

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

a/ Chiffres correspondant aux années fiscales (octobre-septembre).

b/ Chiffres provisoires.

c/ Sur la base de séries en dollars de 1990.

d/ Les composantes de la balance des paiements sont enregistrées selon les recommandations du V Manuel de la Balance des Paiements du FMI.

e/ Y compris industrie de sous-traitance.

f/ Conversion réalisée au taux de change de référence de la BRH.

g/ Inclut uniquement les recettes et dépenses d'opération du gouvernement central.

h/ Taux sur les dépôts déflaté par la variation du taux de change au cours de l'année fiscale.

Tableau 2

## HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS TRIMESTRIELS a/

	1994				1995				1996 b/			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Produit intérieur brut	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Indice général des prix à la consommation (variation sur 12 mois)	35.9	31.4	38.4	46.9	35.0	34.9	25.4	16.8	23.3	18.8	18.7	16.7
Taux de change réel (indices 1991 = 100.0)	105.5	108.4	103.7	112.0	86.1	84.1	84.3	84.8	85.1	85.5	79.8	72.9
Taux d'intérêt réel												
Sur les dépôts c/	-22.3	-19.6	-23.8	-28.4	-21.2	-21.1	-13.5	-8.2	-11.9	-6.6	-4.8	-3.3
Sur les prêts	-15.5	-13.0	-16.7	-23.8	-14.2	-13.6	-6.1	1.1	-3.5	2.2	3.9	5.9
Monnaie (M1) (variation trimestrielle)	...	...	...	...	10.2	-2.6	9.1	7.4	12.0	-4.6	-4.8	-1.1

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

a/ Indicateurs trimestriels des années fiscales respectives (Octobre-Septembre).

b/ Chiffres provisoires.

c/ A termes de 6 mois.

Tableau 3

## HAÏTI: OFFRE ET DEMANDE TOTALES

	Millions de gourdes de 1990					Composition (pourcentages)			Taux de croissance				
	1992	1993	1994	1995	1996 a/	1990	1995	1996 a/	1992	1993	1994	1995	1996 a/
Offre totale	12,906	12,929	11,456	14,621	14,814	122.7	137.8	135.8	-15.2	0.2	-11.4	27.6	1.3
Produit intérieur brut aux prix du marché	11,371	11,096	10,175	10,611	10,910	100.0	100.0	100.0	-13.2	-2.4	-8.3	4.3	2.8
Importations de biens et services	1,535	1,833	1,282	4,010	3,903	22.7	37.8	35.8	-27.6	19.4	-30.1	212.8	-2.7
Demande totale	12,906	12,929	11,456	14,621	14,814	122.7	137.8	135.8	-15.2	0.2	-11.4	27.6	1.3
Demande intérieure	11,821	11,783	10,791	12,973	13,196	103.7	122.3	121.0	-10.7	-0.3	-8.4	20.2	1.7
Formation brute de capital fixe	1,077	998	927	1,747	1,759	14.9	16.5	16.1	-40.1	-7.4	-7.1	88.6	0.6
Consommation totale	10,744	10,785	9,865	11,226	11,437	88.7	105.8	104.8	-6.1	0.4	-8.5	13.8	1.9
Publique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Privée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	1,085	1,147	665	1,647	1,618	19.0	15.5	14.8	-45.0	5.7	-42.0	147.7	-1.8

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique et la Banque de la République d'Haïti.

a/ Chiffres provisoires.

Tableau 4

**HAÏTI: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR PRINCIPAUX  
SECTEURS, AUX PRIX DU MARCHE**

	Millions de gourdes de 1990					Composition (pourcentages)			Taux de croissance				
	1992	1993	1994	1995	1996 a/	1980	1990	1996 a/	1992	1993	1994	1995	1996 a/
Produit intérieur brut	11,371	11,096	10,175	10,611	10,910	100.0	100.0	100.0	-13.2	-2.4	-8.3	4.3	2.5
Total partiel biens	6,209	5,841	5,259	5,184	5,365	57.1	55.2	49.2	-13.3	-5.9	-10.0	-1.4	3.5
Agriculture b/	4,705	4,285	3,803	3,420	3,409	32.2	33.1	31.2	-0.7	-8.9	-11.3	-10.1	-0.3
Industrie d'extraction	15	16	14	18	19	1.2	0.1	0.2	-18.1	7.3	-8.1	22.2	9.8
Industrie manufacturière	876	760	699	769	792	18.3	15.8	7.3	-45.9	-13.2	-8.0	10.1	2.9
Construction	614	780	743	977	1,145	5.4	6.1	10.5	-21.9	27.1	-4.7	31.4	17.2
Total partiel services de base	337	328	285	320	340	2.5	3.3	3.1	-12.1	-2.4	-13.2	12.3	6.1
Electricité, gaz et eau	100	103	71	94	105	0.7	1.1	1.0	-20.0	3.6	-31.2	32.5	11.2
Transport, stockage et communications	237	225	214	226	235	1.8	2.2	2.2	-8.3	-5.0	-4.9	5.5	4.0
Total partiel services divers	4,644	4,696	4,486	4,801	4,860	36.0	39.3	44.5	-10.7	1.1	-4.5	7.0	1.2
Commerce	1,497	1,435	1,179	1,466	1,475	18.7	17.7	13.5	-29.8	-4.2	-17.9	24.4	0.6
Etablissements financiers et d'assurances et propriété immobilière c/	793	809	822	835	856	4.9	5.7	7.8	2.8	2.0	1.6	1.6	2.6
Propriété immobilière	770	786	802	818	835	4.7	5.6	7.7	2.1	2.1	2.0	2.0	2.1
Services communaux, sociaux et personnels d/	2,353	2,453	2,485	2,500	2,528	12.4	15.9	23.2	2.7	4.2	1.3	0.6	1.1
Gouvernement	1,899	1,959	2,005	1,991	2,014	9.6	12.1	18.5	2.5	3.2	2.4	-0.7	1.2
Ajustement e/	181	231	144	306	346	4.4	2.2	3.2	...	...	...	...	...

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris élevage, sylviculture et pêche.

c/ Correspond aux "services marchands"

d/ Correspond aux "services non marchands"

e/ Services bancaires, impôts et taxes à l'importation.

Tableau 5

## HAÏTI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE L'ELEVAGE

	Milliers de tonnes						Taux de croissance					
	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/
<b>Principales cultures</b>												
<b>D'exportation</b>												
Café	36.9	36.7	27.4	21.4	17.6	...	-0.8	-0.7	-25.4	-21.9	-17.7	...
Cacao	5.0	4.9	4.8	4.8	4.8	...	-2.0	-2.5	-2.2	0.0	1.5	...
<b>De consommation interne</b>												
Riz	128.3	125.7	115.7	99.9	88.7	...	-1.2	-2.0	-8.0	-13.7	-11.2	...
Maïs	196.8	196.0	226.3	189.5	181.7	...	0.4	-0.4	15.4	-16.3	-4.1	...
Millet	129.8	128.3	192.6	148.2	155.1	...	-2.6	-1.2	50.2	-23.1	4.7	...
Haricots	95.5	93.8	92.8	73.1	71.1	...	1.5	-1.8	-1.0	-21.2	-2.7	...
Bananes	509.6	518.8	507.5	361.7	319.3	...	0.1	1.8	-2.2	-28.7	-11.7	...
Canne à sucre	5,985.3	5,834.3	1,179.3	849.9	526.6	...	-0.4	-2.5	-79.8	-27.9	-38.0	...
<b>Indicateurs de l'élevage</b>												
Viande (total)	107.6	100.5	96.8	96.8	95.0	...	-1.2	-6.6	-3.6	0.0	-1.9	...
Oeufs	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti, l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique et le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural.

a/ Information non disponible.

Tableau 6

## HAÏTI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

	Indices (1984 = 100)						Taux de croissance					
	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/
<b>Indice général</b>	81.8	46.7	38.5	27.6	...	...	-3.2	-42.9	-17.6	-28.4	...	...
Aliments	84.1	54.4	38.9	32.9	...	...	-3.2	-35.3	-28.4	-15.6	...	...
Boissons	133.2	88.5	97.2	79.8	...	...	17.3	-33.5	9.8	-18.0	...	...
Tabac	108.0	106.4	121.8	79.2	...	...	-4.1	-1.5	14.5	-34.9	...	...
Industrie textile	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Produits chimiques	75.2	91.1	85.0	82.5	...	...	-1.0	21.1	-6.7	-2.9	...	...
Minéraux non-métalliques	89.9	43.3	...	...	...	...	16.7	-51.8	...	...	...	...
Minéraux métalliques	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Industrie de transformation locale	107.4	74.6	62.9	47.1	...	...	21.3	-30.5	-15.7	-25.1	...	...
Industrie de sous-traitance	47.1	15.7	12.8	8.3	...	...	-40.9	-66.7	-18.8	-35.3	...	...
<b>Production de quelques produits manufacturés importants</b>	Milliers de tonnes											
Farine	62.0	11.6	...	...	...	...	-18.6	-81.3	...	...	...	...
Sucre	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Saindoux	10.4	6.8	7.3	3.9	8.1	5.6	30.0	-34.6	7.4	-46.6	107.7	-30.9
Huiles comestibles	104.3	95.4	109.1	94.9	86.9	103.4	-5.8	-8.5	14.4	-13.0	-8.4	19.0
Boissons gazeuses b/	31.8	21.1	23.2	19.1	22.2	...	17.3	-33.6	10.0	-17.7	16.2	...
Bière c/	4.4	3.4	4.2	2.3	3.7	4.1	21.5	-22.7	23.5	-45.2	60.9	10.8
Cigarettes d/	4.9	4.8	5.5	3.6	3.9	4.2	-3.9	-2.0	14.6	-34.5	7.2	8.8
Savon de lessive	49.1	34.3	34.8	29.4	42.2	40.7	10.3	-30.1	1.3	-15.4	43.5	-3.6
Savon de toilette e/	1,940.2	820.1	1,060.6	725.8	1,165.9	1,200.0	54.9	-57.7	29.3	-31.6	60.6	2.9
Détergents e/	1,214.0	910.7	1,009.5	823.7	877.0	1,464.0	16.4	-25.0	10.9	-18.4	6.5	66.9
Huiles essentielles e/	90.0	112.0	143.3	299.0	152.5	109.3	17.2	24.4	27.9	108.7	-49.0	-28.3
Ciment	211.0	106.4	22.3	...	...	...	17.0	-49.6	-79.0	...	...	...
<b>Autres indicateurs de la production manufacturière</b>												
Consommation d'électricité à des fins industrielles et commerciales (millions de kWh)	110.1	67.4	81.3	45.4	59.1	104.3	-15.4	-38.8	20.6	-44.2	30.3	76.5
Industrie sucrière	2.0	1.0	...	...	...	...	-35.2	-48.4	...	...	...	...
Industrie du ciment	19.1	11.7	3.4	...	...	...	-1.9	-39.0	-70.6	...	...	...

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti et l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Millions de litres.

c/ Millions de bouteilles.

d/ Millions de paquets de 200 cigarettes.

e/ Tonnes.

Tableau 7

## HAÏTI: EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION D'ELECTRICITE

	Millions de KWh						Taux de croissance					
	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/
Production	491.2	358.9	420.8	302.9	435.4	574.9	-14.9	-26.9	17.2	-28.0	43.7	32.0
Consommation b/	286.9	199.0	215.8	125.5	168.2	257.3	-33.6	-30.6	8.4	-41.8	34.0	53.0
Commerciale et industrielle	110.1	67.4	81.3	45.4	59.1	104.3	-35.4	-38.8	20.6	-44.2	30.3	76.5
Particulière	134.6	99.2	114.4	61.5	82.0	116.6	-32.9	-26.3	15.3	-46.2	33.3	42.2
Eclairage public	11.5	10.7	11.0	8.6	10.0	12.1	-1.5	-7.4	3.3	-21.9	15.4	21.8
Services publics et communaux	30.6	21.8	9.0	10.0	17.2	24.3	-33.8	-28.9	-58.5	11.0	71.2	41.6
<i>Ratios de pertes et de consommation non enregistrée c/</i>	41.6	44.5	48.7	58.6	61.4	55.2	-2.1	7.1	9.4	20.2	4.8	-10.0

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti et l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

a/ Chiffres provisoires.

b/ La différence entre la production et la consommation s'explique par les pertes et la consommation non enregistrée.

c/ Pourcentages de la production totale.



Tableau 8

## HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS DU COMMERCE EXTERIEUR DE BIENS

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/
<b>Taux de croissance</b>							
<b>Exportations (fob) b/</b>							
Valeur	79.2	-37.3	-55.9	9.4	-24.9	46.5	-6.1
Quantum	37.9	-22.8	-48.5	9.0	-29.1	33.1	-5.7
Valeur unitaire	30.0	-18.8	-14.5	0.3	6.0	10.0	-0.5
<b>Importations (fob) c/</b>							
Valeur	70.7	-33.8	-27.9	23.6	-42.5	212.2	-7.3
Quantum	33.3	-31.5	-19.8	24.6	-44.2	193.0	-12.7
Valeur unitaire	28.0	-3.4	-10.0	-0.8	2.9	6.5	6.2
Termes de l'échange (fob/fob)	1.5	-16.0	-4.9	1.1	3.0	3.3	-6.3
<b>Indices (1990 = 100)</b>							
Pouvoir d'achat des exportations	100.0	64.9	31.8	35.0	25.6	35.2	31.1
Quantum des exportations	100.0	77.2	39.8	43.4	30.7	40.9	38.6
Quantum des importations	100.0	68.5	54.9	68.4	38.2	111.9	97.7
Termes de l'échange (fob/fob)	100.0	84.0	79.9	80.8	83.2	85.9	80.5

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels et des estimations propres.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Exportations nettes de biens, y compris la valeur ajoutée de l'industrie de sous-traitance.

c/ Importations nettes de biens, non compris l'industrie de sous-traitance.

Tableau 9

## HAÏTI: EXPORTATIONS DE BIENS FOB

	Millions de dollars						Composition (pourcentages)		Taux de croissance						
	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/	1990	1996 a/	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/	
Exportations brutes (FOB)	241.6	118.4	130.8	107.8	137.3	147.9	100.0	100.0	50.7	-51.0	10.4	-17.5	27.3	7.7	
Exportations nettes (FOB) b/	166.6	73.4	80.3	60.3	88.3	82.9	...	...	...	-55.9	9.4	-24.9	46.5	-6.1	
Produits agricoles	34.2	21.4	21.3	17.5	40.0	20.7	28.2	14.0	-24.3	-37.3	-0.9	-17.5	127.9	-48.2	
Café	18.3	10.2	9.3	7.0	17.9	6.9	9.6	4.6	19.0	-44.1	-9.2	-24.6	155.7	-61.7	
Cacao	1.1	2.2	1.3	1.8	2.0	0.6	1.2	0.4	-38.4	91.2	-38.5	30.6	12.6	-69.0	
Sucre c/	3.3	-	-	-	-	-	2.3	-	-12.8	...	...	...	...	...	
Sisal	4.0	1.7	2.1	1.4	0.9	0.6	3.5	0.4	-27.5	-57.9	24.7	-33.0	-38.7	-31.0	
Huiles essentielles	1.6	4.0	2.5	0.9	6.3	5.7	0.5	3.8	90.7	145.7	-39.0	-61.8	574.5	-10.7	
Autres produits agricoles	5.9	3.3	6.1	6.4	12.9	7.0	11.1	4.7	-67.1	-43.3	82.5	6.1	100.6	-46.0	
Articles manufacturés d/	105.4	39.2	46.8	30.5	30.0	41.5	43.0	28.1	53.1	-62.8	19.3	-34.8	-1.5	38.4	
Manufactures artisanales et autres produits industriels	12.6	9.6	9.1	8.9	11.7	13.3	19.8	9.0	-60.1	-24.2	-4.8	-3.0	32.7	13.0	
Ajustement pour évaluation	14.3	3.2	3.1	3.4	6.6	7.4	9.0	5.0	...	...	...	...	...	...	
Ajustement pour classification	75.0	45.0	50.5	47.5	49.0	65.0	...	43.9	...	...	...	...	...	...	
	Milliers de tonnes														
Café	10.2	6.8	9.1	5.8	10.3	8.9			9.7	-33.3	33.8	-36.3	77.6	-13.4	
Cacao	1.1	0.8	2.2	2.5	4.3	2.2			-42.1	-31.3	191.0	13.6	72.0	-48.3	
Sucre c/	7.8	-	-	-	-	-			25.9	...	...	...	...	...	
Sisal	6.3	3.8	4.4	2.7	4.7	2.3			-0.4	-38.7	14.4	-38.6	74.1	-52.0	
Huiles essentielles	0.4	0.3	0.2	0.2	0.3	0.1			825.6	-30.7	-28.0	-10.0	55.6	-56.7	
Articles manufacturés	24.8	7.1	8.7	3.8	6.9	8.3			28.5	-71.4	22.5	-56.3	81.6	19.9	
Manufactures artisanales et autres produits industriels	2.6	1.6	2.3	1.2	2.7	3.1			13.0	-38.5	43.7	-47.8	125.0	16.6	

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de la Banque de la République d'Haïti.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Valeur nette des exportations (valeur brute moins "ajustements pour classification"). Des exportations de l'industrie de sous-traitance, seule la valeur ajoutée est considérée.

c/ Y compris mélasse.

d/ A partir de 1991 correspond uniquement à la valeur ajoutée des industries de sous-traitance.

Tableau 10

## HAÏTI: IMPORTATIONS DE BIENS CIF

	Millions de dollars						Composition (pourcentages)		Taux de croissance					
	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/	1990	1996 a/	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/
Importations totales (CIF)	400.1	278.3	355.3	251.6	700.2	678.1	100.0	100.0	20.4	-30.4	27.7	-29.2	178.3	-3.1
Produits alimentaires, boissons et tabac	83.7	83.5	101.3	68.7	218.9	228.2	19.9	33.7	26.7	-0.3	21.4	-32.2	218.6	4.2
Combustibles minéraux	58.0	61.2	70.7	46.2	73.7	80.8	21.3	11.9	-18.1	5.5	15.5	-34.6	59.5	9.5
Hydrocarbures	54.8	58.6	58.8	43.3	70.2	70.8	20.5	10.4	-19.8	7.1	0.3	-26.3	62.0	0.8
Huiles et graisses	51.0	47.8	64.0	59.9	53.4	61.0	9.4	9.0	63.5	-6.3	33.9	-6.5	-10.9	14.2
Produits chimiques	43.6	22.2	34.4	16.5	41.0	53.8	11.2	7.9	17.4	-49.1	54.9	-52.0	148.8	31.1
Articles manufacturés b/	70.7	36.6	51.1	30.7	90.7	92.4	15.4	13.6	38.6	-48.2	39.5	-39.9	195.6	1.9
Machines et matériel de transport	63.5	18.2	21.5	15.5	109.0	128.6	14.6	19.0	30.7	-71.3	18.2	-28.2	605.5	18.0
Articles manufacturés divers c/	15.4	5.8	8.3	11.6	39.3	23.4	4.6	3.4	0.0	-62.3	42.3	40.6	237.6	-40.6
Autres d/	7.2	2.9	4.0	2.5	74.1	9.9	3.6	1.5	-39.5	-59.5	35.2	-37.4	2888.7	-86.6
Importations totales brutes (FOB) e/	367.8	256.2	311.5	197.5	517.2	498.6	...	73.5	...	-30.3	21.6	-36.6	161.9	-3.6

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les produits textiles, en cuir, en caoutchouc, en bois, en papier ainsi que les minéraux métalliques et non métalliques.

c/ Y compris vêtements, chaussures, articles de voyage, meubles, instruments professionnels ainsi que les articles sanitaires et électroménagers.

d/ Matériaux bruts non comestibles et articles divers.

e/ Total CIF moins "ajustement pour assurances et frêts", plus "ajustement pour classification".

Tableau 11

HAÏTI: BALANCE DES PAIEMENTS (PRESENTATION ANALYTIQUE)  
(Millions de dollars)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/
I. Compte des transactions courantes	-21.9	-29.6	-41.8	-77.5	5.3	-38.0	-73.6
Exportations de biens lib. b/	265.8	241.6	118.4	130.8	107.8	137.3	147.5
Importations de biens lib. b/	-442.6	-367.8	-256.2	-311.5	-197.5	-517.2	-498.6
Solde au titre des biens	-176.8	-126.2	-137.8	-180.7	-89.7	-379.8	-351.2
Services (Crédit)	52.2	99.4	29.5	23.1	22.7	104.1	109.1
Transports	8.5	8.2	...	...	...	5.0	6.0
Voyages	33.7	83.8	...	...	...	90.2	95.6
Autres services	10.0	7.4	...	...	...	9.0	7.5
Services (débit)	-72.0	-206.7	-75.8	-78.6	-83.0	-284.5	-283.3
Transports	-34.0	-100.0	...	...	...	-183.0	-189.3
Voyages	-37.0	-42.7	...	...	...	-34.7	-37.0
Autres services	-1.0	-63.9	...	...	...	-66.8	-57.0
Solde au titre des biens et services	-196.6	-233.5	-184.1	-236.3	-150.0	-560.3	-525.4
Revenus (Crédit)	6.9	5.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Rémunération des salariés	...	...	...	...	...	...	...
Revenu des investissements	6.9	5.2	...	...	...	...	...
Revenu des investissements directs	6.9	5.2	...	...	...	...	...
Revenu des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...	...
Revenu des autres investissements	...	...	...	...	...	...	...
Revenus (Débit)	-25.1	-35.5	-8.1	-12.9	-8.5	-30.6	-10.7
Rémunération des salariés	...	...	...	...	...	...	...
Revenu des investissements	-25.1	-35.5	-8.1	-12.9	-8.5	-30.6	-10.7
Revenu des investissements directs	...	-9.3	...	...	...	-3.8	-0.4
Revenu des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...	...
Revenu des autres investissements	-25.1	-26.2	-8.1	-12.9	-8.5	-26.9	-10.3
Solde au titre des revenus	-18.2	-30.3	-8.1	-12.9	-8.5	-30.6	-10.7
Transferts courants (Crédit)	192.9	292.6	150.5	171.6	163.7	552.9	462.5
Transferts courants (Débit)	...	-58.4	...	...	...	...	...
Solde au titre des transferts courants	192.9	234.2	150.5	171.6	163.7	552.9	462.5
II. Compte de capital c/	...	...	...	...	...	...	...
III. Compte d'opérations financières c/	33.0	34.9	-50.7	-70.3	-12.3	77.8	5.9
Investissements directs de l'économie à l'étranger	8.0	13.6	...	...	...	...	...
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	...	...	-1.8	-2.2	-2.8	7.4	4.1
Avoirs des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...	...
Titres de participation	...	...	...	...	...	...	...
Titres de créance	...	...	...	...	...	...	...
Engagements des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...	...
Titres de participation	...	...	...	...	...	...	...
Titres de créance	...	...	...	...	...	...	...
Avoirs des autres investissements	-23.1	59.7	31.6	42.1	40.8	292.5	95.6
Autorités monétaires	...	0.7	14.0	0.0	1.2	28.0	...
Administrations publiques	...	29.0	...	...	...	126.2	90.1
Banques	-23.1	...	...	0.5	...	0.4	...
Autres secteurs	...	30.0	17.6	41.6	39.6	137.9	5.4
Engagements des autres investissements	48.1	-38.3	-80.5	-110.2	-50.3	-222.1	-93.8
Autorités monétaires	-0.6	-16.2	-0.6	-1.5	0.0	-6.3	-6.4
Administrations publiques	48.7	-7.6	-9.5	-28.7	-31.1	-32.8	-22.3
Banques	...	-14.6	-18.4	-28.0	-6.2	-11.2	-5.0
Autres secteurs	...	0.0	-52.0	-52.0	-13.0	-171.8	-60.0
IV. Erreurs et omissions nettes	-44.9	22.5	65.2	106.6	-25.8	145.6	21.1
V. Solde global	-33.8	27.9	-27.2	-41.2	-32.9	185.4	-46.6
VI. Reserves et postes apparentés	33.8	-27.9	27.2	41.2	32.9	-185.4	46.6
Avoirs de réserve	37.5	-12.3	-3.8	1.2	-7.9	-175.6	48.6
Utilisation des crédits et prêts du FMI	-6.9	-16.2	14.0	-1.5	1.2	-6.3	-3.8
Engagements constituant des réserves pour les autorités étrangères	...	0.7	-0.6	...	...	2.4	-2.6
Financements exceptionnels	3.2	...	17.6	41.6	39.6	-5.9	4.4

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de la Banque de la République d'Haïti et du Fonds Monétaire International.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris industrie de sous-traitance.

c/ Non compris les composants qui font partie des catégories du Groupe VI.

Tableau 12

## HAÏTI: EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/
Gourdes pour 1 dollar							
Taux de change officiel	5.0	5.0	--	--	--	--	--
Taux de change commercial (moyenne achat-vente)	7.4	7.6	9.2	12.3	14.8	14.5	16.1
Taux de change de référence b/	7.4	7.7	9.1	12.4	14.9	14.5	16.0
Indices (1991 = 100)							
1. Indices du taux de change							
Officiel	100.0	100.0	--	--	--	--	--
Commercial	96.8	100.0	120.4	162.1	193.9	189.9	211.9
2. Indices des prix à la consommation							
a) Haïti	86.8	100.0	113.6	140.5	194.6	247.4	295.1
b) Etats Unis	95.2	100.0	102.9	106.0	108.8	111.8	115.0
3. Indices des prix relatifs (a/b)							
	91.1	100.0	110.4	132.5	178.9	221.3	256.7
4. Indices ajustés du taux de change (1/3)							
Officiel	109.7	100.0	--	--	--	--	--
Commercial	106.3	100.0	109.1	122.3	108.4	85.8	82.6

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti et le Fonds Monétaire International.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Taux moyen pondéré calculé par la BRH, à partir du taux moyen d'achat des banques commerciales y du marché informel.

Tableau 13

## HAÏTI: INDICATEURS DE L'ENDETTEMENT EXTERNE a/

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 b/
Millions de dollars							
Encours	841	809	873	866	875	898	914
Gouvernement	567	582	640	636	642	663	742
Entreprises publiques	274	227	232	230	233	239	172
Tirages	33	43	-	-	-	108	110
Service de la dette	23	18	-	-	-	64	25
Amortissements	18	11	-	-	-	36	17
Intérêts	5	7	-	-	-	28	8
Pourcentages							
Ratios de structure de la dette							
Dette publique extérieure/ exportations de biens et services c/	264.5	237.3	590.1	563.1	670.5	371.8	356.4
Services/exportations de biens et services c/	7.2	5.3	-	-	-	26.5	9.7
Intérêts nets/exportations de biens et services c/ d/	7.9	7.7	5.5	8.4	6.5	11.1	4.0
Service/tirage	69.4	41.9	...	...	...	59.0	22.6

Source: CEPALC, sur la base des chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti.

a/ Montant, au 30 septembre de chaque année, de la dette extérieure décaissée.

b/ Chiffres provisoires.

c/ Y compris les exportations de l'industrie de sous-traitance.

d/ Correspond aux chiffres des intérêts nets de la Balance des Paiements.

Tableau 14

## HAÏTI: EVOLUTION DES PRIX INTERIEURS a/

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 b/
	Variation septembre-septembre						
Indices des prix à la consommation (1991 = 100)							
Général	24.3	8.4	17.9	34.7	46.5	16.1	16.1
Alimentation	31.1	2.4	22.4	15.4	55.5	20.1	23.2
	Variation moyenne annuelle (année fiscale)						
Indices des prix à la consommation (1991 = 100)							
Général	16.9	19.8	13.6	23.7	38.5	27.2	19.3
Alimentation	22.5	18.3	19.0	12.8	35.5	32.9	22.8

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Les séries 1990-1991 (IHSI) et 1992-1996 (BRH) ne sont pas strictement comparables, car les sources et méthodologie sont différentes.

b/ Chiffres provisoires.

Tableau 15  
HAÏTI: EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION  
(Pourcentages)

	Variation par rapport au mois précédent					Variation par rapport au même mois de l'année précédente				
	1992	1993	1994	1995	1996 a/	1992	1993	1994	1995	1996 a/
<b>Indice général</b>										
Janvier	3.4	3.8	1.5	3.0	1.6	17.5	17.3	33.1	33.7	20.7
Février	0.3	2.5	1.0	2.5	0.5	19.6	19.7	31.2	35.6	18.4
Mars	0.7	3.0	2.1	1.9	1.1	19.6	22.5	30.0	35.3	17.5
Avril	0.2	1.3	6.2	0.5	1.4	19.2	23.9	36.2	28.1	18.6
Mai	0.3	1.6	3.9	1.2	1.4	19.5	25.5	39.3	24.6	18.9
Juin	1.0	2.1	2.3	1.4	1.2	20.1	26.9	39.6	23.6	18.6
Juillet	-0.5	1.9	4.4	1.9	1.3	19.6	30.0	43.0	20.5	17.6
Août	0.8	2.0	7.8	1.7	0.6	19.8	31.5	51.2	13.7	16.5
Septembre	0.5	2.9	-0.3	1.8	1.3	17.9	34.7	46.5	16.1	16.1
Octobre	2.9	3.0	-1.2	2.4	1.6	16.5	34.8	40.5	20.3	15.1
Novembre	1.6	3.2	-2.3	1.9	0.9	16.3	36.9	33.0	25.6	14.0
Décembre	4.5	3.9	2.9	1.5	1.7	16.8	36.1	31.8	23.9	14.2
<b>Alimentation</b>										
Janvier	4.0	1.5	1.1	6.4	-0.9	28.0	10.9	23.6	43.7	19.4
Février	0.5	1.5	1.6	5.1	0.6	28.9	12.0	23.8	48.6	14.2
Mars	0.5	2.1	2.0	-0.9	1.8	27.7	13.8	23.6	44.3	17.4
Avril	0.2	-2.2	7.4	-1.0	2.4	26.4	11.0	35.8	33.0	21.5
Mai	0.5	0.1	3.6	2.0	2.9	27.3	10.6	40.5	30.9	24.8
Juin	1.2	2.0	2.1	1.8	2.2	24.8	11.5	40.6	30.7	23.0
Juillet	-1.2	0.3	4.4	1.4	1.9	25.6	13.1	46.3	26.9	23.5
Août	1.2	2.0	12.3	2.2	1.3	25.6	14.1	61.0	15.6	22.1
Septembre	0.3	1.4	-2.0	1.8	2.1	22.4	15.4	55.5	20.1	23.2
Octobre	-0.5	3.9	-2.5	3.6	1.5	13.1	20.4	46.0	27.7	20.3
Novembre	2.6	4.2	-2.2	1.3	0.0	15.2	22.3	37.0	32.3	18.7
Décembre	3.5	5.1	4.7	1.5	2.4	13.6	24.2	36.5	28.2	19.7

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti et l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

a/ Chiffres provisoires.



Tableau 16

## HAÏTI: EVOLUTION DES REMUNERATIONS

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/
<b>Gourdes</b>							
Salaire journalier minimum	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	36.0	36.0
Salaire industriel de base	19.7	15.9	...	...	...	...	...
<b>Indices (1991 = 100)</b>							
<b>Salaires</b>							
Nominaux b/	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	240.0	240.0
Réels c/	115.7	100.0	88.0	71.2	51.4	97.0	81.3
<b>Taux de croissance</b>							
<b>Salaires</b>							
Nominaux	-	-	-	-	-	140.0	-
Réels	...	-13.6	-12.0	-19.1	-27.8	88.7	-16.2

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique et de l'Association des Industries d'Haïti (ADIH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ D'après le salaire journalier minimum.

c/ Déflactés par l'indice des prix à la consommation.

Tableau 17

## HAÏTI: INDICATEURS MONÉTAIRES

	Solde en fin d'année fiscale (septembre) (millions de gourdes)						Taux de croissance					
	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/
1. Réserves nettes de change b/	243	378	858	1,238	4,282	3,629	593.3	55.6	127.1	44.3	245.9	-15.3
2. Crédit intérieur c/	4,567	5,772	7,294	9,329	9,133	10,762	3.6	26.4	26.4	27.9	-2.1	17.8
Au secteur public	2,669	3,322	4,344	5,436	4,950	5,805	-3.2	24.5	30.8	25.2	-8.9	17.3
Gouvernement central	3,121	3,623	3,904	5,108	4,873	5,690	12.7	16.1	7.8	30.9	-4.6	16.8
Entreprises publiques	-452	-301	440	328	77	116	-3,375.4	33.4	246.1	-25.4	-76.4	49.7
Au secteur privé	1,845	1,929	2,701	2,937	4,675	5,614	6.7	4.5	40.0	8.7	59.2	20.1
Instruments de régulation monétaire (-)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts extérieurs à moyen et long terme (-)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres (net)	52	522	249	955	-493	-658	166.7	897.3	-52.2	283.5	-151.6	-33.5
3. Passifs monétaires (1+2)	4,809	6,150	8,152	10,567	13,415	14,390	10.3	27.9	32.5	29.6	27.0	7.3
Monnaie en circulation	1,242	1,596	2,323	2,843	3,130	3,088	6.6	28.5	45.6	22.4	10.1	-1.3
Dépôts à vue	949	1,139	1,143	1,355	2,153	2,222	3.2	20.0	0.3	18.6	58.9	3.2
Monnaie (M1)	2,191	2,735	3,466	4,198	5,284	5,310	5.1	24.8	26.7	21.1	25.9	0.5
Dépôts à terme (monnaie nationale) d/	2,591	3,331	4,500	5,661	6,140	6,449	14.0	28.5	35.1	25.8	8.5	5.0
Liquidité en monnaie nationale (M2)	4,782	6,065	7,966	9,859	11,423	11,759	9.7	26.8	31.3	23.8	15.9	2.9
Dépôts en monnaie étrangère (dollars)	27	85	186	707	1,992	2,631	4,433.3	211.4	119.0	281.3	181.6	32.1
Liquidité étendue (M3)	4,809	6,150	8,152	10,567	13,415	14,390	10.3	27.9	32.5	29.6	27.0	7.3
Multiplicateurs monétaires (solde en fin d'année)												
M1/base monétaire	0.82	0.75	0.70	0.70	0.75	0.75						
M2/base monétaire	1.79	1.67	1.61	1.64	1.62	1.67						
Ratios de liquidité												
M1/PIB	0.14	0.17	0.18	0.15	0.12	0.12						
M2/PIB	0.30	0.38	0.41	0.35	0.27	0.27						

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les dépôts en dollars des banques commerciales. Une révision méthodologique est en cours à la BRH pour enlever ces dépôts des avoirs extérieurs de la Banque Centrale.

c/ Non-compris les créances interbancaires.

d/ Comptes d'épargne inclus.

Tableau 18

## HAÏTI: RECETTES ET DEPENSES DU GOUVERNEMENT CENTRAL a/

	Millions de gourdes					Taux de croissance				
	1992	1993	1994	1995	1996 b/	1992	1993	1994	1995	1996 b/
1. Recettes totales (1.1 + 1.2)	1,136	1,152	813	2,369	3,436	-20.3	1.4	-29.5	191.5	45.1
1.1. Recettes courantes	910	1,095	802	2,167	3,198	-32.5	20.3	-26.7	170.3	47.6
Directes	152	151	160	255	548	-32.1	-0.5	5.8	59.3	115.0
Personnes physiques	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Sociétés	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Indirectes	284	373	189	895	1,081	-49.3	31.2	-49.3	373.5	20.8
Taxe chiffre d'affaires	177	200	163	389	621	-35.8	12.6	-18.5	139.1	59.5
Droit d'accises	107	173	26	506	460	-62.4	62.1	-84.9	1,829.8	-9.1
Diverses c/	327	391	348	591	1,071	16.8	19.6	-11.0	69.9	81.1
Recettes douanières	147	179	105	427	499	-48.2	22.1	-41.4	305.8	17.0
1.2. Transferts des entreprises publiques	226	58	11	202	238	192.5	-74.5	-81.1	1,750.5	18.1
2. Dépenses courantes	1,740	1,674	1,766	3,853	4,465	2.1	-3.6	5.5	118.1	15.9
Dépenses budgétaires	1,030	1,024	1,081	3,074	3,327	-8.1	-0.6	5.5	184.5	8.2
Rémunérations	824	876	955	1,233	1,948	-1.8	6.4	8.9	29.2	58.0
Dépenses de fonctionnement	206	148	126	1,841	1,379	-26.7	-28.4	-14.6	1,359.0	-25.1
Dépenses extra-budgétaires	711	650	686	779	1,138	21.7	-8.5	5.4	13.6	46.2
Subventions	...	...	...	348	296	...	...	...	...	-14.9
Intérêts	48	...	...	241	239	8.9	...	...	...	-1.0
Dette interne	...	...	...	53	122	...	...	...	...	131.3
Dette externe	...	...	...	189	117	...	...	...	...	-38.1
Autres dépenses	663	650	686	189	603	22.7	-1.8	5.4	-72.4	218.6
3. Epargne ou Déficit courant (1-2)	-831	-580	-964	-1,686	-1,267	-132.9	-30.2	66.3	74.8	-24.8
4. Dépenses de capital	99	118	75	278	140	-40.4	19.7	-36.2	269.8	-49.6
5. Dépenses totales (2+4)	1,839	1,792	1,841	4,131	4,605	-1.6	-2.5	2.7	124.3	11.5
6. Excédent ou Déficit fiscal (1-5)	-703	-640	-1,029	-1,762	-1,169	58.1	-8.9	60.7	71.3	-33.7
7. Financement du déficit	703	640	1,029	1,762	1,169					
Financement extérieur net d/	15	11	2	1,727	103					
Prêts externes (nets)	1	...	...	1,031	-252					
Dons	14	11	2	696	354					
Financement intérieur net	688	629	1,026	34	1,066					
Banque Centrale	475	556	1,022	-228	824					
Autres sources de financement e/	213	73	5	263	243					
Ratios (pourcentages)										
Recettes totales/PIB	7.0	5.9	2.9	5.6	7.8					
Recettes courantes/PIB	5.6	5.6	2.8	5.1	7.2					
Dépenses totales/PIB	11.4	9.2	6.5	9.8	10.4					
Dépenses courantes/PIB	10.8	8.6	6.2	9.1	10.1					
Epargne courante/PIB	-5.1	-3.0	-3.4	-4.0	-2.9					
Dépenses de capital/PIB	0.6	0.6	0.3	0.7	0.3					
Déficit fiscal/PIB	-4.4	-3.3	-3.6	-4.2	-2.6					
Financement interne net/déficit	97.9	98.3	99.8	2.0	91.2					

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti.

a/ Non compris les investissements des projets financés en grande partie avec des ressources externes, dont le registre dépend du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe. Il en suit que la rubrique "Dépenses de capital" correspond principalement aux fonds nationaux de contrepartie.

b/ Chiffres provisoires.

c/ Y compris les recettes des comptes gelés durant la période de l'embargo.

d/ Y compris les dons.

e/ Y compris les ajustements pour la prise en compte des arriérés de paiements internes, assimilables à une "source de financement" du gouvernement.







3  
2

4  
3